

EUROPEAN CITIZEN PLATFORM

ECP

La citoyenneté européenne, au cœur de la démocratie

Il y a deux ans, plusieurs associations européennes créaient une [Plateforme citoyenne européenne](#) (PCE) permettant d'organiser des rassemblements pro-européens, des événements culturels, des débats citoyens. Ceci, dans le cadre des [consultations citoyennes](#) sur l'avenir de l'Union européenne organisées jusqu'aux élections au Parlement européen fin mai 2019.

Le 5 février dernier, la 3ème rencontre citoyenne a été organisée sur le thème "La citoyenneté européenne au cœur de la démocratie européenne". Suzana Carp (ECIT Foundation) était modératrice.

La prochaine rencontre citoyenne se tiendra le 5 mars à 12 heures sur le thème : "Migration, quelle crise"?

Une première intervention souligne que le droit de vote local et européen des citoyens européens n'est pas aligné sur la structure européenne : les citoyens européens résidents dans d'autres pays de l'UE élisent les membres du Parlement européen et les instances locales mais n'ont pas le droit de voter pour les membres du Conseil ou du Conseil européen (qui sont des ministres nationaux ou des chefs d'Etat). Les espaces démocratiques ne dialoguent pas entre eux et la sphère publique dans l'UE est fragmentée. Cela peut expliquer que peu de gens prennent part aux élections européennes.

Un participant belge rappelle que l'abstention est un acte significatif : il faut la prendre en compte, c'est un indicateur. Un autre relève l'inégalité des droits électoraux en Europe : parfois le vote est obligatoire (Grèce, Belgique), parfois non ; au niveau national, les règles varient notamment pour les expatriés et les non nationaux alors qu'elles sont les mêmes pour les citoyens européens expatriés. Les citoyens mobiles ne savent pas où ils peuvent voter.

Quelqu'un fait valoir que le vote est souvent ignoré et que cela convainc beaucoup de gens que voter ne sert à rien: Delors voulait l'Europe monétaire et l'Europe sociale, on a eu la première mais pas la seconde. Après l'échec du Traité constitutionnel, on l'a remplacé par le traité de Lisbonne (adopté par les parlements, pas les peuples). Les gens se sont dit que l'élite avait son programme et qu'on ne pouvait rien changer. Puis il y a eu la crise financière : on a sauvé l'euro mais le dégât sur les personnes a été catastrophique dans plusieurs pays. 3,5 millions de personnes se sont exprimés contre le TTIP : où en est-on aujourd'hui ?

D'autres font valoir que la controverse n'est pas anti-démocratique, au contraire il faut l'accueillir. Un participant estime que le débat sur le TTIP a été pris en otage par les dirigeants wallons qui faisaient campagne locale et qui ont surfé sur la résistance à l'Europe. D'autres estiment qu'il faut réagir à la révolte des gilets jaunes et même au Brexit et ramener les gens à l'Europe et à ses valeurs (paix, soutenabilité, solidarité, etc.)

Un participant remarque que l'acquis européen aujourd'hui va de soi : les dirigeants actuels n'ont plus de lien avec le projet historique et sont incapables de l'expliquer/de l'assumer. Dans les années 90, le projet était de faire l'euro et de l'accompagner d'une Europe sociale mais cette dernière a été oubliée. Et donc, les gens et les jeunes sont devenus cyniques.

Quelqu'un demande : Qui bloque, la technocratie ou les sociétés ? Qui a bloqué le social au Royaume Uni ? Pourquoi T. Piketty veut-il renforcer les parlements nationaux comme s'ils étaient plus légitimes que le Parlement européen. On occulte les causes des blocages : on a divisé les Européens entre nouvelle et vieille Europe, sans qu'on s'y soit opposé.

Un participant avance que la citoyenneté européenne manque de visibilité : c'est un problème de sensibilisation. Un autre reconnaît la complexité des questions européennes, fort éloignées des problèmes quotidiens (les questions de consommation par exemple), mais il observe aussi que les dirigeants nationaux font peu de chose pour remédier au manque de connaissance : ils sont dans une situation de conflit d'intérêts en tant que décideurs européens qui n'ont de compte à rendre à personne au niveau européen.

Un participant mentionne la « lasagne institutionnelle » en Belgique : l'Europe n'a pas le monopole de la complexité. Il faut sensibiliser, pas seulement communiquer.

Quelqu'un rappelle qu'en Belgique, on tient trois scrutins en même temps, en faisant le calcul que l'électeur qui vote aux régionales, au fédéral votera pour la même tendance au niveau européen. On opine : trop lier les élections nationales et européennes c'est condamner ces dernières à l'invisibilité.

Le manque de connaissance que les élites entretiennent génère la suspicion et le manque de confiance. Même si les Européens ont des valeurs et une culture communes, les vécus varient : la perception de l'euro n'est pas la même en Allemagne et en Grèce. L'opinion publique reste fragmentée car il n'y a pas d'espace politique paneuropéen et que par ailleurs, on n'explique pas que l'Europe protège.

Mais ajoute un participant, l'adhésion à l'Union européenne est majoritaire.

L'hétérogénéité des lois électorales empêche l'émergence de partis transnationaux et l'expression démocratique européenne, ce qu'un parti comme VOLT essaie de corriger en présentant des listes dans tous les Etats membres. Par ailleurs, le fait que le Parlement européen n'ait pas le droit d'initiative est aussi un frein.

Cette dernière remarque ne fait pas le consensus : le triangle institutionnel (une Commission qui propose, un Parlement et un Conseil des Etats qui font les lois ensemble et à égalité) respecte la séparation des pouvoirs ; en outre, le Parlement européen demande à la Commission de présenter certaines initiatives. Mais rien n'empêche de faire des listes transnationales dans chaque pays.

Une autre intervenante rappelle qu'on ne peut pas parler seulement d'institutions : il faut aborder la question des valeurs, de la confiance, du sentiment d'appartenance et d'identité partagée. Par ailleurs, tout citoyen européen peut être candidat mais cela est peu connu. Aujourd'hui, on observe une montée d'intérêt pour faire campagne dans un autre pays (notamment parmi les citoyens britanniques) et cela coexiste avec la montée de l'euroscpticisme. Elle interroge : êtes-vous prêts à faire campagne ?

Quelqu'un rappelle que la Commission Delors a pu jouer son rôle parce qu'il y avait un accord politique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et les instances dominantes ne sont pas démocratiques (l'eurogroupe par exemple). En l'absence d'accord politique, comment l'UE peut elle répondre à l'urgence sociale et aux questions qui sont européennes (emploi, éducation supérieure, énergie, environnement, etc.) ? C'est là qu'il faut se mobiliser.

Une participante signale une plateforme (« I am a Federalist ») qui promeut les candidats pro-européens. Les pro Européens sont dispersés, là où les populistes s'organisent. Il faut collaborer. Certains font valoir que le mot « fédéraliste » risque d'éloigner les citoyens.

On rappelle que la Plateforme citoyenne est une structure sans financement, qui n'est pas destinée à être permanente mais dont l'objectif est de faciliter le regroupement des forces en vue des élections de mai 2019. L'objectif est bien de collaborer.

Le débat revient sur le fait que les populistes prennent en otage le débat citoyen et le coince dans des espaces renationalisés, en faisant miroiter que le salut est dans le chacun pour soi.

Quelles solutions peut on trouver pour contourner cette difficulté (voir la question 4)?

Une participante mentionne le besoin d'éduquer à l'Europe et signale l'initiative Retour à l'école. Une autre relève que l'éducation civique à l'Europe n'est pas même disponible dans les écoles européennes. La presse ne parle pas des élections européennes et les élites ne communiquent pas.

Un participant nuance : à la télévision française (FR2), on a présenté les têtes de listes (françaises) aux Européennes et il souligne que Macron a osé parler de souveraineté européenne.

Quelqu'un critique l'idée de candidatures connues pour les élections européennes : reprendre les mêmes ne mènera nulle part !

Un participant note aussi 70 000 personnes ont manifesté pour le climat, la mobilisation pour taxer les GAFAM a été forte. Il faut dire que ce sont des sujets pour l'Europe qui a la capacité d'une réponse à l'échelle du Continent. Il faut aussi sans doute dépasser les clivages idéologiques du passé. Il faut croire en l'éducation mais aussi à la mobilisation citoyenne: les gens savent que la mondialisation les dessert et qu'ils sont enfermés dans leur territoire. Tout le monde comprend quand on parle de solidarité pour le climat, la migration, l'énergie...

Une intervenante observe qu'on ne peut être ambigu (ne pas se fâcher avec Orban) sans perdre en crédibilité. Une autre demande de la cohérence : on ne peut donner d'une main et reprendre de l'autre. Les citoyens comprennent tout à fait les enjeux.

On mentionne les « Brexiteers », en particulier les Gallois qui vont perdre les financements européens dont ils ont largement bénéficié. Il faut sans doute aller au-delà du vote pour défaire les campagnes mensongères comme celles qui ont été menées au Royaume Uni.

Un intervenant rappelle que l'opinion proeuropéenne s'est affirmée dans les autres pays. Il faut profiter de ce rebond. Par ailleurs il faut dire aussi ce que l'Europe ne peut pas faire (le social par exemple, qui est à l'unanimité, un seul pays peut tout bloquer) et clarifier les responsabilités entre le niveau national et le niveau européen.

Il est rappelé que le gouvernement britannique n'a pas voulu de dérogation à la libre circulation des travailleurs. Il est donc largement responsable du sentiment anti migrant qui s'est développé en Angleterre. Le problème a été une libéralisation forcée qui a été menée sans accompagnement. Par ailleurs, il ne faut pas surdramatiser le Brexit : nous savons ce que nous voulons être, laissons partir ceux qui veulent et avançons sans eux.

On opine : oui, nous voulons une « économie sociale de marché ».

Enfin, il est proposé que les citoyens fassent pression pour réintroduire les valeurs (sociales, environnementales) dans l'agenda européen à travers la citoyenneté européenne.

xxx

Le débat tirant à sa fin, on signale plusieurs plateformes informatives sur l'Europe et une initiative citoyenne sur la Citoyenneté européenne permanente (voir les liens ci-dessous), pour les citoyens mobilisés et actifs.

Il y a urgence à faire émerger des groupes et initiatives face aux forces négatives qui s'expriment. Nous devons prendre conscience de la vulnérabilité de nos droits.

Plusieurs propositions sont avancées : organiser une Marche pour la citoyenneté européenne, par exemple lors de la journée Portes ouvertes le 4 mai et répéter ainsi la mobilisation qui avait eu lieu lors du 60^e anniversaire du Traité.

- Favoriser un mouvement eurocitoyen avec 3-4 messages-clés.
- Développer ces messages-clés dans le contexte de l'ECP dans les prochaines deux semaines.

Le compte rendu sera diffusé à la fois sur le site de la Plateforme citoyenne européenne et par message électronique aux participants. Tous sont bienvenus aux trois autres rencontres qui sont prévues (le 6 mars sur l'immigration, le 26 mars sur le budget, le 9 avril sur les élections).

Plateforme citoyenne européenne : <http://european-citizen.eu/>

A signaler:

www.elections-europeennes-2019.eu et l'application Citizens'App (App Store, Google Play)
<https://www.what-europe-does-for-me.eu/fr/portal> (information sur les actions de terrain de l'UE)

<https://www.cettefoisjevote.eu/>

<http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/open/details/2018/000003>

https://europa.eu/youreurope/citizens/index_fr.htm L'Europe est à vous

https://ec.europa.eu/france/news/decodeurseurope_fr

et bien entendu

<https://www.facebook.com/EuropeanCitizenPlatform>

<http://european-citizen.eu>

Questions

1. Les citoyens européens doivent exercer leurs droits, et d'abord le droit de vote. Pourquoi est-ce nécessaire?
 - le vote est le premier droit du citoyen
 - le Parlement européen est co-décideur avec le Conseil et il représente les citoyens
 - l'Europe doit être plus démocratique et plus accessible
 - les mouvements populistes et nationalistes peuvent défaire l'Europe
 - autre
2. Voterez-vous aux élections européennes du 24-26 mai 2018 ?
 - Oui, Pourquoi ?
 - Non, Pourquoi ?
3. Pourquoi selon vous si peu de gens votent ?
 - Ils n'ont pas la citoyenneté européenne
 - Ils ne comprennent pas les enjeux par manque d'information/d'explication claire
 - Ils sont déçus par l'Europe
 - l'Europe n'est pas assez sociale, solidaire et juste
 - l'Europe n'est pas assez forte et unie pour peser dans la mondialisation
 - autre
4. Faut il rendre ces élections plus visibles ? comment ?
 - Il faut de vraies campagnes européennes et des listes transnationales
 - Il faut une éducation civique à l'Europe
 - Il faut informer le public dans les grands médias
 - Il faut des candidatures connues, facilement identifiables, un programme compréhensible et une ligne politique claire
 - autre.
5. Pensez vous que c'est suffisant de voter tous les cinq ans ?
 - Oui. Pourquoi ?
 - Non. Pourquoi ?
6. Que faut-il pour avoir plus de démocratie au niveau européen ?
 - Simplifier et faciliter les initiatives citoyennes
 - Organiser des referendums
 - Consulter et associer les citoyens et les associations aux décisions (être représenté, ce n'est pas assez !)
 - Créer une citoyenneté européenne non nécessairement liée à la nationalité
 - Avoir plus de transparence dans les décisions (pas de portes fermées).